

**L'ÉCONOMIE SOCIALE: UN ÉLÉMENT CATALYSEUR À LA
DIVERSIFICATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA MRC DE LA
MATAPÉDIA AU BAS-SAINT-LAURENT (QUÉBEC).
LE CAS PARTICULIER DE LA LOCALITÉ DE STE-IRÈNE**

Majella Simard

Professeur

Département d'histoire et de géographie

Université de Moncton

Édifice des Arts

Bureau 149-1A

Moncton (Nouveau-Brunswick), Canada,

E1A 3E9

majella.simard@umoncton.ca

Carol Saucier

Professeur

*Département Société, territoire et
développement*

Université du Québec à Rimouski

300, allée des Ursulines

Rimouski (Québec), Canada, G5L 3A1

Carol_Saucier@uqar.qc.ca

Résumé.

À l'instar de la plupart des régions administratives du Québec, le Bas-Saint-Laurent abrite sur son territoire plusieurs organismes et entreprises d'économie sociale. Ces dernières, qui se répartissent dans moult secteurs d'activités, sont effectivement parties prenantes de l'espace et de la structure socio-économique régionale. Cette économie sociale s'articule à travers une économie plurielle qui interpelle les façons traditionnelles d'envisager le développement socio-économique notamment en milieu rural, en raison de la présence de plusieurs coopératives orientées vers les services de proximité, le développement agricole et forestier et l'habitation, mais aussi en milieu urbain où l'on retrouve de nombreux organismes sans but lucratif qui se tournent vers les loisirs, la santé et la culture. Par ailleurs, si l'économie sociale est fortement imbriquée dans le territoire, le couple territoire/économie sociale a fait, jusqu'à ce jour, l'objet de très peu de recherches scientifiques, à tout le moins au Québec. En outre, cette dialectique a le plus souvent été analysée à l'échelle locale et, plus particulièrement, à celle de la ville. Or, l'ancrage de l'économie sociale au sein du territoire est historique, particulièrement dans le cas du Bas-Saint-Laurent qui possède une longue tradition en matière de développement économique communautaire. À cet égard, qu'il nous suffise de rappeler l'expérience des Opérations-Dignité, celle du JAL ou encore la formation de la Coalition Urgence rurale. Depuis les 25 dernières années, la Municipalité régionale de comté (MRC) de La Matapédia vit une crise structurelle majeure. Fortement encline au dépeuplement, cette MRC à caractère rural a été particulièrement affectée par la restructuration des secteurs forestier et agricole. En dépit de ces difficultés, la MRC de La Matapédia fait figure de référence à l'échelle de la province notamment en ce qui concerne l'expansion du volet communautaire et de l'économie sociale dans plusieurs sphères de l'activité économique et sociale. À cet égard, la localité de Ste- Irène se démarque à plus d'un titre. Bien qu'elle présente des signes tangibles de fragilité, cette localité cultive un esprit de leadership et une volonté de prendre en main les différents leviers de développement local. Cette volonté se traduit notamment par la présence de quatre entreprises d'économie sociale qui contribuent à atténuer les effets de la pauvreté rurale et à renforcer la cohésion sociale de ses habitants. L'objectif de ce papier consiste à montrer comment des initiatives ou des projets ancrés dans l'action communautaire et l'économie sociale peuvent avoir des effets positifs sur la diversification de l'activité économique particulièrement en milieu rural fragile. Les entrevues dirigées et

semi-dirigées constituent la méthode d'analyse que nous avons privilégiée dans le cadre de cet article. Sept thèmes ont été retenus aux fins de notre analyse à savoir: le rôle et l'implication de la personne interviewée eu égard au projet étudié, les conditions d'émergence et évolutives, la mobilisation des ressources endogènes et exogènes, la construction du leadership local, la gouvernance locale, les impacts du projet vis-à-vis la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale et l'évaluation du projet.

Mots clés: Développement, économie sociale, ruralité, territoire, revitalisation, réseautage.

Codes JEL: J2, O18, O22, R58, Z13.

Abstract. Social Economy: A Catalysing Element for the Socioeconomic Diversification of the MRC of Matapedia in the Lower Saint-Lawrence (Quebec). The case of Ste-Irene.

Like most of the administrative regions of the Province of Quebec, the Lower St-Lawrence Valley has within its territory numerous organisations and undertakings connected to social economy. These enterprises, active across many different sectors, are essential stakeholders of regional socioeconomic space and structures. This social economy can be seen throughout a pluralistic economy that challenges traditional ways of envisioning socioeconomic development, notably in the countryside with the existence of several cooperatives oriented towards local services, agricultural and forestry development and dwellings, but also in the urban context where we find numerous non-profit organisations focused on leisure, health and culture. In addition, while the social economy is strongly implanted in the territory, the couplet territory/social economy has until now been the subject of very little scientific research, at least in Quebec. Moreover, this dialectic has usually been analysed at the local level and especially in cities. Yet the foundation of the social economy within the regions is historical, particularly in the case of the Lower Saint-Lawrence, which has a long tradition of community economic development. Some examples include Dignity Operations, JAL and the Rural Emergency Coalition. In the last 25 years, the MRC of the Matapedia Valley has been going through a major structural crisis. Consistently losing population, this rural region has been particularly affected by the restructuring of the agriculture and forestry sectors. In spite of the difficulties encountered, the MRC of that area has become a standard point of reference province-wide in terms of community involvement and social economy in various spheres of activities. The progress of the Ste-Irene locality is particularly noteworthy. Even though it shows tangible signs of fragility, the locality is blessed with a spirit of leadership and a will to tackle the various challenges of local development. This can be seen in the establishment of four social economy projects that contribute to a lessening of the consequences of rural poverty and to a reinforcement of social cohesion among the inhabitants. The main purpose of this article is to show how local initiatives and projects, well anchored in the community and in the social economy, can improve the economic situation, particularly in vulnerable rural areas. The research model privileged in this article is the use of directed and semi-directed interviews. A total of seven themes were selected, namely: the role and involvement of the interviewed person in the project being studied, the conditions in which the project emerged and evolved, the mobilisation of internal and external resources, the creation of local leadership, local government, the success of the project in battling poverty and social exclusion and evaluation of the project.

Key Words: Development, social economy, rural, territory, revitalization, networking.

JEL Codes: J2, O18, O22, R58, Z13.

Introduction

L'économie sociale n'est pas un phénomène nouveau. Au Québec, comme ailleurs dans le monde, elle est apparue afin de répondre à des besoins que les sphères publique et privée n'arrivaient pas à combler (D'Amours, 2007). À la fois réalité et mouvement identitaire, elle regroupe une variété impressionnante d'acteurs et d'institutions. On la retrouve tant en milieu rural qu'urbain. Ici, elle contribue à atténuer les effets pervers de la pauvreté engendrée par un modèle néolibéral générateur d'inégalités. Là, elle s'insère dans le cadre de projets porteurs de développement local. Mais peu importe où elle prend racine, l'économie sociale, qui s'incarne au travers les coopératives, les mutuelles, les associations, les fondations et les organismes sans but lucratif, poursuit un seul et même objectif: améliorer la qualité, le cadre et les conditions de vie des individus de façon à mettre l'économie au service de la personne humaine.

Depuis les années 1980, l'économie sociale est devenue un enjeu de premier ordre pour la société québécoise (Favreau, 2005). Présente dans pratiquement toutes les sphères de l'activité sociale et économique, elle a donné naissance à une multitude d'actions et de projets orientés principalement vers l'insertion sociale, les services de proximité et la revitalisation socio-économique. En fait, le virage qu'elle a pris au cours des 30 dernières années a été tel que d'aucuns la qualifient maintenant de « nouvelle économie sociale ». La convivialité, l'harmonie, la résilience, l'autonomisation¹ et le souci de mettre la personne humaine au cœur des préoccupations sont autant de valeurs qu'elle sous-tend (Jeantet, 2008). Au Québec, l'économie sociale a acquis ses lettres de noblesse à la fois comme modèle et composante du développement local. À cet effet, les concepts d'économie sociale et de développement local sont liés de façon telle qu'ils se confondent en une stratégie d'intervention autour duquel gravite tout un arsenal d'initiatives visant la redynamisation du tissu socio-économique de milieux en difficulté et la valorisation des individus qui les habite (Demoustier, 2004). Dès lors, le local devient un terreau fertile qui favorise l'émergence d'actions émanant de cette nouvelle économie sociale.

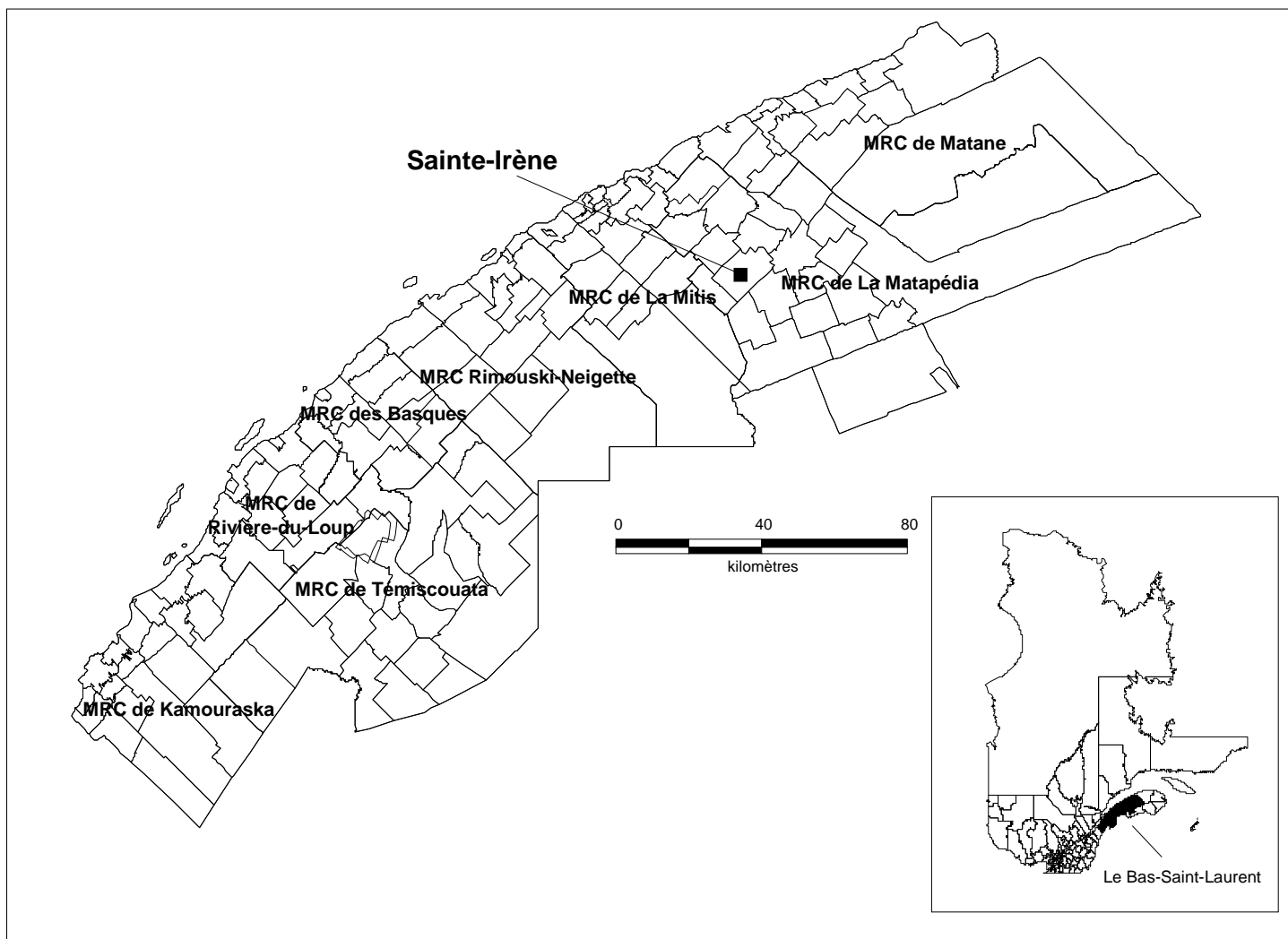
À l'instar de la plupart des régions administratives du Québec, le Bas-Saint-Laurent abrite sur son territoire plusieurs entreprises d'économie sociale. Ces dernières, qui se répartissent dans moult secteurs d'activités, sont effectivement parties prenantes de l'espace et de la structure socio-économique régionale. Cette économie sociale s'articule à travers une économie plurielle qui interpelle les façons traditionnelles d'envisager le développement socio-économique notamment en milieu rural, en raison de la présence de plusieurs coopératives orientées vers les services de proximité, le développement agricole, la foresterie et l'habitation, mais aussi en milieu urbain où l'on retrouve de nombreux organismes sans but lucratif qui se tournent vers les loisirs, la santé et la culture.

Depuis les 25 dernières années, la Municipalité régionale de comté (MRC) de La Matapédia au Bas-Saint-Laurent (figure 1) vit une crise structurelle majeure. Fortement encline au dépeuplement, cette MRC, à caractère rural, a été particulièrement affectée par la restructuration des secteurs forestier et agricole. En dépit de ces difficultés, la MRC de La Matapédia fait figure de chef de file à l'échelle du Québec notamment en ce qui concerne l'expansion du volet communautaire et de l'économie sociale dans plusieurs sphères de l'activité économique et sociale. À cet égard, la localité de Ste-Ève se

¹ On entend, par ce concept, la capacité des individus à entraîner le changement.

démarque à plus d'un titre. Bien qu'elle présente des signes tangibles de déprise aux plans démographique et économique notamment, Ste-Irène cultive un esprit de leadership et une volonté de prise en main des différents leviers de développement local. Cette volonté se traduit, entre autres, par la présence de quatre entreprises d'économie sociale et d'un organisme communautaire de concertation qui contribuent à atténuer les effets de la pauvreté rurale et à renforcer la cohésion sociale de ses habitants.

FIGURE 1 Localisation géographique de la localité de Ste-Irène au Bas-Saint-Laurent (Québec)



Source : Cartographie par Majella Simard, Université de Moncton, 2011.

L'objectif de ce papier consiste à montrer comment des initiatives ou des projets ancrés dans l'action communautaire et l'économie sociale peuvent avoir des effets positifs sur la diversification de l'activité économique, particulièrement en milieu rural fragile. Nos données primaires ont été recueillies suite à d'entrevues semi-dirigées tenues à l'automne

2007. D'une durée moyenne de deux heures, celles-ci ont été réalisées auprès de neuf intervenants locaux qui exercent un rôle de leader au sein de leur milieu. Notre grille d'analyse comportait une cinquantaine de questions regroupées en sept thèmes à savoir: le rôle et l'implication de la personne interviewée eu égard au projet étudié, les conditions d'émergence et évolutives, la mobilisation des ressources endogènes et exogènes, la construction d'un leadership local, la gouvernance locale, les impacts du projet vis-à-vis la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale et l'évaluation globale du projet. Des articles de fond, des fils de presse, des communiqués publiés dans les journaux, des monographies locales et régionales, des ouvrages scientifiques abordant diverses dimensions de l'économie sociale et des observations effectuées sur le terrain (caractéristiques géographiques et socio-économiques, activités dominantes, composition de l'infrastructure de services, dynamisme local, vie communautaire et dynamisme de l'habitat) viennent compléter les données primaires utilisées dans le cadre de cette contribution.

Notre démarche s'effectuera en deux étapes. Dans un premier temps, nous présenterons brièvement la situation géographique et socio-économique de la localité de Ste-Irène. Par la suite, nous décrirons les principales étapes liées à la mise en œuvre de quatre projets issus de l'économie sociale. Par cet exercice, nous tenterons de voir en quoi ces expériences ont contribué à la diversification économique et à la consolidation du capital socio-territorial dans cette petite municipalité du Bas-Saint-Laurent. Enfin, nous concluons par quelques éléments de synthèse.

Situation géographique et socio-économique de Ste-Irène

Ste-Irène est située en plein cœur de la vallée de La Matapédia (figure 1). D'une population de 19 159 habitants, la MRC de La Matapédia se compose de 16 localités (dont Ste-Irène), de sept territoires non organisés (TNO) et de deux petites villes (Amqui et Causapscal). Sa structure de peuplement présente une physionomie particulière caractérisée par une forte dispersion de la population.

À l'instar de la situation qui caractérise la plupart des petites localités rurales du Québec, la population de Ste-Irène a atteint son apogée en 1956 avec 1 102 habitants². Aujourd'hui, elle ne compte plus que 350 résidents, ce qui représente une perte de 752 personnes en l'espace d'un demi-siècle. La précarisation économique a été le lot de cette municipalité au cours des 25 dernières années. De fait, le taux d'activité est passé de 61,7% en 1981 à 52,6% en 2006. Néanmoins, durant cette même période, la localité s'est enrichie de 15 nouveaux emplois, ceux-ci relevant presque exclusivement du secteur de la transformation. La structure économique de Ste-Irène s'appuie essentiellement sur l'industrie touristique et l'exploitation forestière, deux activités qui génèrent surtout des emplois saisonniers.

Le secteur primaire représente 18,8% de la structure occupationnelle locale. Exploitée par deux entreprises dont l'une relève de l'économie sociale et l'autre du secteur privé, la forêt occupe un rôle majeur au sein de l'économie locale. Par ailleurs, Ste-Irène jouit d'un

² À noter que tous les chiffres à caractère socio-économique évoqués dans cet article proviennent des différents recensements de Statistique Canada.

potentiel agricole de qualité moyenne. Outre une coopérative de producteurs agricoles spécialisée dans l'élevage de bovin de boucherie, trois fermes laitières et une bergerie assurent l'essentiel des activités agricoles. On retrouve aussi une pouponnière d'engraissement sur fumier solide qui produit annuellement 3 000 porcs.

La structure industrielle locale a subi d'importantes mutations au cours des dernières décennies. Outre la scierie, elle se compose uniquement de deux entreprises qui, prises globalement, retiennent 21,9% de la main-d'œuvre active. Elles opèrent dans les secteurs de la forêt et de la construction.

Dans son ensemble, le secteur tertiaire n'emploie que 59,4% de la population active locale. Un centre de ski a été aménagé en 1971 au pied du mont Val d'Irène, qui culmine à 685 mètres. Bien qu'elle ait été soumise à de nombreux bouleversements au cours des dernières années notamment en raison de problèmes de gestion et de rentabilité économique, cette station attire annuellement une moyenne de 6 000 pratiquants. Une école, une coopérative multiservices, une bibliothèque ainsi qu'une église complètent l'infrastructure de services locaux. À noter qu'une personne sur deux, toujours selon les données de Statistique Canada, occupe un emploi à l'extérieur de Ste-Irène.

Eu égard au revenu familial moyen, la localité de Ste-Irène se retrouvait, au recensement de 2006, au 87^e rang parmi les municipalités les plus pauvres du Québec. Le revenu familial moyen de la municipalité s'établissait à 44 989\$, ce qui correspond à 73,4 % de celui de la province. Il s'agit, par ailleurs, d'une nette amélioration par rapport au recensement précédent (2001). De fait, avec un revenu qui n'équivalait qu'à 59,3 % de celui du Québec, Ste-Irène se classait alors au 60^e rang à l'échelon provincial. Mentionnons, en outre, que parmi les 10 municipalités québécoises disposant des plus faibles niveaux de revenu, trois se situent dans La Matapédia³. Cette seule observation montre bien à quel point le problème de la marginalité économique est criant dans cette MRC. Cette forme de marginalité se matérialise aussi par une très forte proportion d'individus dont le revenu provient de transferts gouvernementaux. Celui-ci représente plus du tiers du revenu total alors qu'il ne s'établit qu'à 18,9% pour la province. Cette situation découle d'un taux de chômage très élevé, ce dernier atteignant 23,3%.

La contribution de l'économie sociale à la diversification socio-économique de Ste-Irène

Dans le but de diversifier son économie, Ste-Irène, à l'instar de la plupart des municipalités de la MRC de La Matapédia, a orienté ses efforts de développement vers les secteurs communautaire et alternatif ce qui a contribué à insuffler un vent de dynamisme à l'ensemble de la communauté matapédiennne. On retrouve, en effet, à Ste-Irène, quatre entreprises d'économie sociale, soit 12 organismes pour 1 000 habitants (figure 2). Il s'agit de la proportion la plus élevée de toutes les localités du Bas-Saint-Laurent, milieux urbains et ruraux confondus. Trois de ces entreprises sont des coopératives alors que la quatrième est un organisme à but non lucratif. Elles œuvrent dans les secteurs du loisir et du tourisme, de l'amélioration du cadre de vie, du développement agricole et de la consommation. Ces quatre entreprises d'économie sociale fonctionnent en lien avec divers organismes dont la

³ Il s'agit de St-Zénon, de St-Tharcisius et de St-Alexandre-des-Lacs.

MRC, le Ralliement populaire matapédien, le Centre local de développement de La Matapédia (CLD) et la Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de la MRC de La Matapédia. Très fortement interconnectées les unes aux autres, elles rassemblent à la fois des ressources exogènes transversales (qui intègrent l'ensemble de la MRC) et horizontales (par secteurs d'activité). De fait, durant les diverses phases de leur réalisation, les initiatives qui ont vu le jour à Ste-Ère ont été appuyées de manière soutenue par différentes catégories de partenaires tant socio-économiques (SADC), institutionnels (MRC), privés (Gîte du Mont-Albert), religieux (Archevêché de Rimouski) que sociocommunautaires (Coalition Urgence rurale du Bas-Saint-Laurent). En outre, ce réseautage s'est effectué tant à l'échelle locale que régionale. À cet égard, les élus municipaux et Alliances forestières Nemtoyé ont exercé un rôle d'avant-plan en termes de concertation et de partenariat entre les différents acteurs. Les activités de concertation menées notamment par le Ralliement ont contribué à favoriser un ancrage territorial qui se déploie bien au-delà des échelons local et régional.

Le Ralliement populaire matapédien

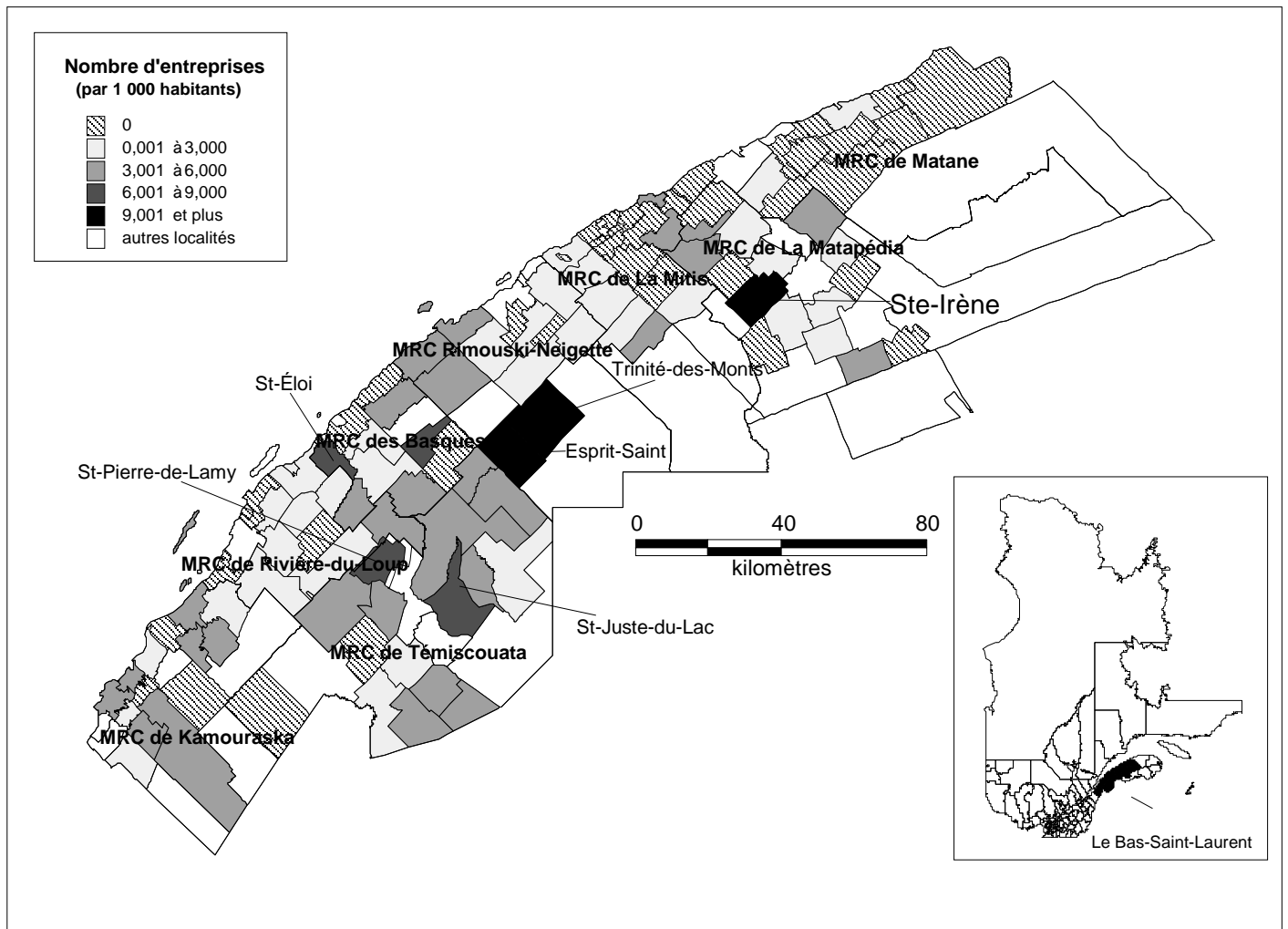
Formé dans le but de doter la MRC d'une papeterie et pour dénoncer l'appauvrissement généralisé du territoire, le Ralliement populaire matapédien est né à l'hiver 1981 à la suite d'une importante crise forestière qui menaçait pas moins de 800 emplois. Cet organisme de concertation communautaire est à la base de la plupart des initiatives de développement local, dont celles qui s'appuient sur l'économie sociale, qui émanent du territoire matapédien. Appuyé par le préfet de la MRC de l'époque, il regroupe les principaux maires et conseillers des municipalités de la MRC de La Matapédia, des agriculteurs et des enseignants. Quelques responsables socio-économiques du milieu sont plus spécifiquement à l'origine de sa formation, dont le maire et une conseillère municipale de Causapsal. De manière unanime, les membres du Ralliement exigeaient alors que des mesures spéciales soient adoptées au même titre que celles dont profitaient des régions comme Québec, Montréal et le Saguenay Lac-Saint-Jean. Parmi ces mesures, il en est une qui retient particulièrement l'attention. Il s'agit de l'implantation d'une usine de deuxième et de troisième transformations de la matière ligneuse. Après moult tergiversations, une usine de fabrication de panneaux est construite à Sayabec en 1981. L'arrivée de cette entreprise entraîne la suspension des activités du Ralliement entre 1982 et 2000.

Vingt ans plus tard, soit en 2001, l'organisme renaît de ses cendres. Les motifs qui conduisent à sa résurgence sont toujours les mêmes. Ils concernent les problèmes reliés à l'exploitation de la matière ligneuse. En clair, les nouvelles normes relatives à la gestion de la forêt publique prévoient une réduction de 30 % des aires de coupe entraînant la mise à pied de 300 travailleurs principalement à l'emploi du Groupe Cédrico, une entreprise privée qui constitue le principal employeur de la MRC. Reprenant fièrement le flambeau, le maire et quelques acteurs locaux apportent toutefois quelques modifications quant aux modes de gouvernance de l'organisme.

Dans sa première version, le Ralliement avait dû composer avec certaines difficultés liées notamment à son manque de visibilité et à sa faible reconnaissance. Ne voulant pas répéter les erreurs du passé, une stratégie est mise en œuvre afin de consolider la structure organisationnelle du mouvement. Divers intervenants issus de pratiquement toutes les

sphères de l'activité économique collaborent à la relance de l'organisme. Des tables sectorielles sont formées autour desquelles gravitent les principaux acteurs concernés au sein de la MRC. Tous les organismes à but non lucratif de la MRC collaborent au Ralliement en dressant une liste de projets susceptibles d'apporter du sang neuf à l'économie régionale. Au total, on estime à plus d'une centaine le nombre de personnes qui gravitent de près ou de loin autour des activités du Ralliement.

FIGURE 2 Distribution géographique des entreprises d'économie sociale par 1 000 habitants au sein des milieux ruraux du Bas-Saint-Laurent en 2010



Sources : CLD des différents MRC de la région du Bas-Saint-Laurent, ministère du Développement Économique, de l'Innovation et de l'exportation, Mouvement Desjardins, sites officiels des Caisses mutuellistes du Québec, d'AENA Groupe-conseil et du Regroupement des cuisines collectives du Québec. Cartographie par Majella Simard, Université de Moncton, 2011.

Sur le plan de la gouvernance, un conseil d'administration, composé d'une quinzaine de personnes provenant de divers milieux, se réunit de manière ponctuelle lorsque les besoins se font sentir. Pour l'essentiel, ces individus ne faisaient pas partie de la première cohorte, bien que quelques-uns soient restés comme leaders. Ils provenaient toutefois des mêmes milieux socio-économiques. Aujourd'hui, l'organisme sert davantage de «chien de garde» dans l'éventualité où la situation socio-économique de la MRC, déjà précaire, se dégraderait davantage. Qu'il s'agisse de la première ou de la deuxième édition, le Ralliement populaire matapédien a été un pilier en matière de développement économique régional. Globalement, selon une entrevue effectuée avec l'ancien directeur général de l'organisme, ce dernier aurait contribué au maintien de 150 emplois pour des investissements totalisant plus de trois millions de dollars. Le Ralliement a également le mérite d'avoir contribué à la mise en place d'un programme de crédits d'impôt afin d'inciter les industries à s'implanter au sein de ce qu'il est convenu d'appeler les « régions-ressources ». Il a aussi permis de vitaliser les activités du Service de recherche et d'expertise en transformation des produits forestiers (SEREX) dont le siège social est situé à Amqui.

Par ailleurs, en dépit des sommes qui ont été investies afin de stimuler le développement économique, celles-ci n'ont pas permis d'éradiquer le problème de la pauvreté ni de réduire les disparités régionales. Mais la contribution du Ralliement populaire matapédien au développement régional ne se mesure pas uniquement de manière quantitative. L'animation sociale a contribué à rassembler les forces vives du milieu matapédien en favorisant une plus grande cohésion sociale entre les différents acteurs socio-économiques, notamment entre les agriculteurs et les travailleurs forestiers. Elle a également contribué à la création de plusieurs comités de développement. En outre, l'expérience s'est avérée enrichissante pour de nombreux bénévoles. Celle-ci a aussi favorisé la formation d'alliances et la constitution de réseaux. Elle a aussi influé sur les décisions gouvernementales et a inspiré l'État québécois dans l'élaboration de sa *Politique nationale de la ruralité*. Enfin, il appert, selon trois de nos répondants, que si le Ralliement n'avait pas vu le jour, les conséquences de la crise forestière auraient été sans doute beaucoup plus désastreuses.

La station de ski Val d'Irène⁴

La station de ski de Val d'Irène a vu le jour en 1972 suite à la mobilisation de quelque 700 individus. Elle a d'abord été créée comme société sans but lucratif. Par la suite, en raison de difficultés financières, elle devient, en 1992, la propriété de la MRC de la Matapédia et de la municipalité de Ste-Irène. Dès lors, il est convenu de faire de cette station un parc régional. Celui-ci a favorisé la formation d'alliances entre les divers intervenants notamment entre les différents maires de la MRC. Il a aussi contribué à accroître la visibilité du conseil municipal de Ste-Irène et à montrer que ses membres avaient à cœur le développement socio-économique de leur milieu.

Par divers moyens (taxes municipales, parts sociales, campagnes de financement, etc.), la population locale a participé financièrement au projet. Cette implication a contribué à

⁴ Parce que cette station de ski a possédé, durant près de 20 ans, le statut d'entreprise d'économie sociale, nous l'avons incluse comme telle dans notre analyse.

consolider, voire à renforcer le lien d'attachement qui unit les résidents de Ste-Irène à leur station de ski. Mais surtout, Val d'Irène a eu un effet significatif sur la réduction de la pauvreté. En effet, une dizaine de personnes - qui présentait des difficultés à s'insérer sur le marché de l'emploi - ont été embauchées par la station grâce à différents programmes gouvernementaux, ce qui leur a permis d'acquérir une expérience de travail. Son acquisition par le milieu a eu aussi d'importantes retombées tant au plan économique qu'en ce qui concerne l'aménagement du territoire. D'abord, tous les emplois ont été maintenus. Ensuite, de nouvelles constructions ont vu le jour au pied du mont Val d'Irène, ce qui a contribué à densifier le périmètre bâti. Ces nouvelles constructions ont constitué une source de revenus supplémentaire pour la municipalité en plus d'augmenter son évaluation foncière. En outre, le réseau routier a considérablement été amélioré. Le projet a également permis à la municipalité de Ste-Irène de se doter d'un réseau d'aqueduc et d'égout. Bref, cette entreprise occupe un rôle stratégique dans son environnement immédiat à la fois sur le plan social, économique et communautaire. Elle exerce aussi une influence considérable sur tout le territoire de la MRC, voire au-delà.

Alliances forestières Nemtayé

Créé en 1998, Alliances forestières Nemtayé œuvre dans le domaine de l'aménagement forestier. Ses principales activités gravitent autour de la récupération du bois résineux en perte dans un secteur de chablis : le reboisement, le dégagement de la régénération, le débroussaillage et l'aménagement de sentiers. L'organisme, qui a vu le jour à la suite de la gestion contestée de la matière ligneuse pratiquée par la Société d'exploitation des ressources de la Vallée (SERV), s'est aussi donné pour mission de soutenir les associations et les entreprises du milieu. De fait, Alliances forestières Nemtayé occupe l'avant-scène du développement social, économique et communautaire à Ste-Irène. À ce titre, la forte concentration d'entreprises d'économie sociale que l'on retrouve au sein de la municipalité lui est directement imputable⁵.

Les activités d'Alliances forestières Nemtayé s'effectuent dans un triple souci de création d'emplois, d'aménagement diversifié et de développement économique. Par exemple, une partie des profits de l'organisme est investie dans un fonds de développement économique local. En outre, dans le but de ne pas augmenter les taxes municipales et d'encourager les projets de diversification, Alliances forestières Nemtayé verse annuellement en moyenne 8 000\$ à la municipalité. L'organisme collabore également à l'entretien du réseau routier sous la juridiction de la municipalité. Une association s'est notamment formée entre Alliances forestières et un organisme similaire qui gère les lots intra-municipaux de la localité voisine (St-Vianney). Le technicien et l'ingénieur forestier travaillent simultanément pour les deux organismes ce qui contribue à réduire leurs coûts d'opération. La scierie de Ste-Irène achète tout son bois à Alliances forestières. De plus, elle accepte de modifier son prix d'achat en fonction du bilan financier annuel de l'organisme.

⁵ Ce dernier a effectivement été promoteur et maître d'œuvre de nombreux projets à caractère communautaire et coopératif.

La Coopérative de consommateurs de Ste-Irène

Après plusieurs années de loyaux services, les propriétaires de l'épicerie de Ste-Irène décident, en 2002, de prendre leur retraite, occasionnant la fermeture du commerce. Cet événement, conjugué à l'incendie de l'hôtel survenu au cours de la même année, aura été l'élément déclencheur à l'implantation d'une coopérative multiservices où l'on retrouve à la fois un restaurant, un dépanneur et un bar. En outre, la coopérative offre également un service de traiteur. Les différents élus municipaux, l'agent de développement rural et un groupe de citoyens faisant partie du comité de développement local sollicitent le CLD afin de mettre la coopérative sur pied. Bien que le projet soit piloté par Alliances forestières Nemtayé, la municipalité s'implique en faisant un premier don et en effectuant une consultation publique auprès de la population. Il s'agissait de mesurer son intérêt à l'égard de cette initiative et aussi de s'assurer d'un niveau suffisant de membership. Ont également collaboré au projet la députée provinciale (via un soutien financier et un appui politique), la SADC, la Conférence régionale des élus (CRÉ) du Bas-Saint-Laurent et la caisse populaire d'Amqui.

Sur le plan de la gouvernance, le conseil d'administration est formé de sept personnes qui proviennent toutes de Ste-Irène. Dans le but de lui assurer une certaine viabilité, tous les organismes locaux (municipalité, station de ski, gîte du passant, etc.) profitent d'une manière ou d'une autre des services offerts par la coopérative. Des menus sont disponibles au gîte du passant local et à la station de ski et ce, même si cette dernière abrite déjà une cafétéria. En retour, la coopérative offre un service de livraison gratuit pour les clients de la station. Il est aussi intéressant de noter que plusieurs résidents d'Amqui détiennent des parts sociales au sein de la coopérative. Cette dernière entretient des liens étroits avec les autres entreprises qui œuvrent dans le même domaine d'activité, dont celles de St-Tharcisius, d'Albertville, de St-Alexandre-des-Lacs, de St-Vianney et de La Rédemption. Celles-ci se sont même organisées en réseau de façon à pouvoir acheter en plus grosse quantité, à échanger des informations à caractère administratif - notamment en ce qui concerne la comptabilité, la tenue de livre, la constitution des chartes et l'élaboration des règlements - à dispenser des formations qui répondent à leurs besoins spécifiques et à faciliter l'acquisition d'équipement. Cette forme de solidarité permet de mieux affronter les problèmes, d'améliorer la gestion, de diminuer les coûts d'opération et donc d'augmenter les profits.

Les promoteurs ont eu toutefois à surmonter quelques difficultés. Bien que tous les résidents de Ste-Irène déploraient l'absence d'une épicerie, l'idée d'ouvrir un nouveau commerce ne faisait pas l'unanimité. On craignait notamment que certains individus, habitués à effectuer leurs achats à l'extérieur de la localité, conservent ce même comportement. Par conséquent, on anticipait leur refus à adhérer à la coopérative. En deuxième lieu, les questions administratives se sont aussi avérées particulièrement complexes durant la phase préparatoire au montage du dossier. Une autre difficulté concernait l'implantation de l'établissement. Bien que minoritaires, certains souhaitaient que le commerce partage, pour des raisons d'efficacité économique, les bureaux de la municipalité alors que d'autres voulaient plutôt qu'il soit logé dans un bâtiment à part entière. Aujourd'hui, le défi principal consiste à rentabiliser le commerce. Par ailleurs, nos entrevues ont révélé que la précarité financière de l'entreprise n'annihilait en rien la

motivation des leaders et leur désir de développer de nouveaux services. À preuve, la coopérative s'est récemment dotée de pompes à essences.

Sur le plan socio-économique, la coopérative multiservices de Ste-Irène a favorisé la création de cinq emplois, dont deux à temps plein. Un autre aspect important à souligner est le bénévolat effectué par les membres et la communauté en général. En outre, le projet favorise une certaine diversification de l'offre de services. Par ailleurs, force est de reconnaître que l'entreprise contribue davantage à la consolidation du capital social et au renforcement du sentiment d'appartenance à l'égard de la communauté qu'au développement économique local. Son impact le plus considérable réside, sans l'ombre d'un doute, dans l'intensification de la vie relationnelle. Les individus, qui jadis, fréquentaient l'hôtel, ont pu retrouver en la coopérative un lieu de socialisation. Après la messe du dimanche, plusieurs personnes âgées s'y rassemblent pour partager le repas. Les jeunes profitent aussi des différents équipements mis à leur disposition. Par conséquent, la coopérative favorise l'établissement de liens intergénérationnels en plus de briser l'isolement des personnes âgées. À court et à moyen termes, les responsables prévoient augmenter sa superficie, ce qui apparaît une nécessité particulièrement dans un contexte où la demande du côté de la restauration est à la hausse depuis la relance de Val d'Irène.

Bref, l'implantation de la coopérative a favorisé l'amélioration de la qualité de vie des résidents de Ste-Irène. La réussite du projet est attribuable à la ténacité et à la concertation entre les différents acteurs qui ont tissé un vaste réseau de relations et de contacts grâce notamment à leur appartenance à l'égard du milieu, mais surtout à leur volonté de favoriser le développement de leur communauté.

La Coopérative de producteurs agricoles Natur'bœuf

En 1989, un petit groupe d'agriculteurs constatent que le Bas-Saint-Laurent en général et la municipalité de Ste-Irène en particulier ne profitent pas assez des retombées économiques générées par la transformation des produits agricoles. Pour pallier cette situation, ils décident de former une coopérative dont la mission serait d'exploiter le filon de l'agriculture biologique par la mise en marché d'un bœuf haut de gamme, c'est-à-dire produit sans antibiotique ou hormone de croissance suivant l'approche européenne des appellations d'origine contrôlée (AOC). C'est ainsi que naît la Coopérative de producteurs agricoles Natur'bœuf.

Au moment de sa création, la coopérative a bénéficié de subventions provenant des ministères québécois de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ainsi que des Affaires municipales et des Régions. La CRÉ du Bas-Saint-Laurent, le CLD de la Matapédia et la SADC ont également participé au financement du projet. Le volet logistique a reçu l'appui de la Coopérative de développement régional (CDR) du Bas-Saint-Laurent et de la municipalité de Ste-Irène. Prennent également part au projet plusieurs entreprises privées ainsi que diverses associations relevant des mondes agricole et agroalimentaire. Des partenariats s'établissent aussi sur une base ponctuelle avec d'autres types d'acteurs. En somme, à l'instar des quatre entreprises d'économie sociale que l'on retrouve à Ste-Irène, la Coopérative de producteurs agricoles Natur'bœuf prend place au sein d'un réseau bien structuré. Si l'on ajoute à ce dernier élément la capacité de l'entreprise à produire du lien social, son aptitude à l'innovation sociale et sa contribution

au développement local et régional, nous détenons ici les cinq « spécificités méritoires », pour reprendre l'expression de Bloch-Lainé (1994), de l'économie sociale.

Le succès et l'originalité du concept reposent sur l'élaboration d'un cahier de charge et d'un engagement écrit. Adapté et uniformisé à chacun des producteurs de façon à offrir au consommateur un produit de qualité, cet engagement permet de déterminer à l'avance la date où un animal sera prêt pour l'abattage. Il assure au détaillant un approvisionnement constant et permet aux membres de mieux planifier la production en respectant un calendrier où chaque agriculteur livre son produit à tour de rôle. Un autre facteur de réussite tient à l'étroite collaboration qui règne entre les différents partenaires. Étant donné que l'objectif de départ consistait à s'assurer que toutes les étapes relatives à la production du bœuf – à savoir l'engraissement, la vente, la transformation et la distribution – s'effectuent au Bas-Saint-Laurent de façon à soutenir le développement régional, différents partenaires se sont associés au projet. Une entente de partenariat a notamment été contractée avec une chaîne de supermarchés qui en est le distributeur exclusif. En plus d'approvisionner la population régionale, ainsi qu'une partie de celle de la ville de Québec, l'entreprise vend également son produit à un restaurant de Rimouski.

L'assemblée générale est l'occasion privilégiée, pour les membres, d'exercer leurs droits démocratiques et d'expression sur les points importants de la vie coopérative. On distingue deux niveaux de prise de décision. Le conseil d'administration, formé des six producteurs agricoles, a l'entière responsabilité du volet « production ». Composé de trois agriculteurs et de deux représentants de la chaîne de supermarchés, un comité de gestion a été mis en place. Ce comité se charge de la transformation, du marketing, de la promotion et de la valorisation du produit. Il veille aussi à l'élaboration de l'engagement écrit et, occasionnellement, à la recherche de nouveaux partenaires. Le respect du cahier de charge constitue le principal élément à l'ordre du jour à chacune des assemblées. Bien que le conseil d'administration exerce une fonction essentielle pour assurer la cohésion entre les membres, il existait, au moment de la formation de la coopérative, certaines tensions entre ceux-ci notamment en ce qui a trait aux orientations et au développement de l'entreprise. Toutefois, ces dissensions ont rapidement été réglées par discussion entre les membres. Ceux-ci les perçoivent aujourd'hui comme ayant été bénéfiques plutôt que nuisibles. En effet, ces désaccords les ont incités à analyser les situations plus en profondeur et à faire preuve de diplomatie. Trois instruments servent à évaluer les progrès réalisés par l'entreprise : le rapport annuel, le cahier de charge et les commentaires obtenus auprès des clients.

Le projet Natur'bœuf génère 22 emplois. Le chiffre d'affaires de l'entreprise s'établit à quatre millions de dollars, mais les retombées économiques régionales liées à la production, à la transformation et à la distribution du produit sont estimées à 29 millions. Avant la création de la coopérative, la finition des bœufs, qui correspond à la dernière étape de l'élevage bovin et dont l'effet multiplicateur est le plus élevé, représentait entre 200 et 300 têtes. Aujourd'hui, la coopérative finit en moyenne 1 800 têtes. L'entreprise a aussi eu un effet sur la production d'orge. Cette céréale est maintenant entièrement consommée par les animaux de Natur'bœuf alors qu'elle était auparavant vendue à l'extérieur de la région. En outre, l'entreprise représente un apport important en termes de développement régional par l'achat de ses nombreux intrants (engrais, minéraux, céréales, équipement agricole,

etc.). D'ailleurs, sa contribution au développement local et régional constitue la priorité numéro un des membres.

Sur le plan socio-territorial, le projet Natur'bœuf contribue au renforcement des capacités de réseautage entre les différents partenaires en plus de favoriser la consolidation du sentiment d'appartenance et du capital social dans une localité qui demeure économiquement fragile. Il a également contribué à créer une nouvelle dynamique sociale dans le milieu des producteurs agricoles en général et au sein de la production bovine régionale en particulier. Le projet est également viable en termes d'aménagement du territoire. Il favorise notamment la mise en valeur de certaines terres agricoles qui autrement seraient retournées en friche.

Le niveau d'endettement de certains producteurs, l'accroissement du coût des intrants, le manque de relève et de financement représentent autant de problèmes auxquels l'entreprise est confrontée. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas l'apanage de la coopérative. Ils concernent aussi l'ensemble des producteurs agricoles du Québec. Mais la principale difficulté de Natur'bœuf réside dans la mise en marché de son produit. La coopérative est également soumise à diverses contraintes conjoncturelles sur lesquelles elle n'a que très peu d'emprise. Il s'agit notamment des aléas climatiques, des diktats associés à la demande et des risques liés à l'apparition éventuelle de certaines maladies, dont l'encéphalopathie spongiforme bovine. À court terme, la coopérative souhaite offrir son produit à certains restaurants d'Amqui et de Matane. Des activités promotionnelles et la compilation de statistiques concernant notamment les activités d'abattage et les calculs liés aux rendements font également partie des projets futurs. Bien que la coopérative n'envisage pas de diversifier sa production ni d'explorer de nouveaux créneaux, les gestionnaires espèrent faire passer la production de 1 800 à 2 300 têtes par année.

En guise de synthèse, nous reproduisons une liste des principales forces et faiblesses eu égard aux différentes caractéristiques géographiques, sociales et économiques de la municipalité de Ste-Idène (tableau 1). Comme nous pouvons le constater, les forces l'emportent largement sur les faiblesses. Nombre de ces dernières relèvent, par ailleurs, de facteurs structurels d'où les difficultés pour les entreprises d'économie sociale de leur faire contrepoids. De fait, hormis la Coopérative de producteurs agricoles Natur'bœuf, celles que l'on retrouve à Ste-Idène restent fragiles au plan économique. Bien qu'elles représentent un apport indéniable en termes de cohésion et de capital social, ces entreprises peuvent difficilement infléchir les tendances lourdes de l'économie néolibérale qui tend à concentrer les services dans les milieux fortement urbanisés présentant, de surcroît, les meilleurs avantages comparatifs. Par ailleurs, le tableau met très bien en évidence les multiples forces que recèle Ste-Idène en termes de gouvernance locale.

Conclusion

Ste-Idène s'insère dans une MRC fragilisée par une économie dépendante de l'exploitation et de la première transformation des ressources naturelles. Dans ce contexte, l'économie sociale a servi d'assise à la diversification de ses activités socio-économiques. De fait, les membres de cette communauté ont uni leurs efforts en misant sur leur intelligence collective et sur leur esprit de solidarité pour tenter d'enrayer son déclin. Les expériences

de développement local ancrées dans l'économie sociale mobilisent des acteurs qui partagent une même vision du développement. En conséquence, leurs actions densifient les collectivités par la construction de réseaux centrés localement. En outre, elles favorisent l'amélioration de la qualité et du cadre de vie, une condition essentielle au développement socio-économique. Dès lors, les initiatives issues de l'économie sociale contribuent à une certaine revitalisation territoriale et à la diversification de l'offre de services. En outre, la présence d'entreprises d'économie sociale, en plus d'insuffler un nouveau souffle à l'économie locale, semble, dans le cas spécifique de Ste-Irène, exercer un effet d'entraînement sur d'autres types d'activités ou, à tous le moins, renforcer le niveau de leadership. Force est de reconnaître que la communauté de Ste-Irène jouit de nombreux facteurs favorables à l'émergence de leaders. À la fois organisationnel, relationnel, individuel et collectif, ce leadership incarne une légitimité institutionnelle assurée par le Rassemblement populaire matapédien et les élus municipaux. Une identité territoriale solidement implantée, l'enracinement du mouvement coopératif sur une base locale et supra-locale, la présence d'un fort dynamisme sociocommunautaire et d'un niveau élevé de capital social, l'établissement de relations harmonieuses entre les néo-ruraux et les résidents de souche, le niveau de confiance élevée entre les différents acteurs et l'implication de nombreux bénévoles sont autant de facteurs qui rendent compte de ce leadership.

Malgré cela, l'économie sociale n'est pas en mesure d'inverser certaines tendances lourdes comme la faiblesse des revenus familiaux moyens, l'instabilité démographique, la pénurie d'emplois, le manque de services, l'exode des jeunes et le vieillissement de la population qui caractérisent la localité de Ste-Irène. En outre, bien que significatives, les retombées économiques que génèrent les entreprises d'économie sociale sont insuffisantes pour assurer la vitalité permettant de reconvertir l'économie locale, particulièrement dans un contexte de mondialisation. Par conséquent, les effets sur l'activité locale restent limités. Outre ces difficultés, la gouvernance démocratique pose aussi problème. Bien que les relations entre néo-ruraux et résidents de souche soient harmonieuses, ce sont généralement les premiers qui s'investissent le plus au sein des diverses entreprises d'économie sociale. En outre, dans bien des cas, leur conseil d'administration souffre d'une sous-représentation de jeunes effectifs. Il s'ensuit un certain essoufflement des bénévoles. Néanmoins, ces entreprises peuvent insuffler localement un vent de créativité qui permet de pallier les lacunes de l'État aux apories du « tout-au-marché » et, par conséquent, favoriser une nouvelle forme de développement plus respectueuse de la personne humaine. De toute évidence, l'économie sociale sert de catalyseur à la diversification des activités au sein de la communauté de Ste-Irène. Celles-ci s'inscrivent dans un contexte de développement local intégré où territoire et économie sociale contribuent, tel que l'ont montré Demoustier (2004), D'Amours (2007), Parodi (2005) et Jeantet (2008) dans le cadre de leurs travaux, à la valorisation du milieu.

TABLEAU 1 Synthèse concernant les principales forces et faiblesses eu égard aux diverses caractéristiques géographiques, sociales et économiques de la municipalité de Ste-Ère

Forces	Faiblesses
Aspects structurels	
Proximité géographique par rapport à un centre de services	Dispersion de la population en quatre pôles de peuplement
Évolution démographique positive au cours de la dernière période quinquennale	Problème important d'exode des jeunes et de vieillissement démographique
Construction domiciliaire en croissance au cours des 10 dernières années	Emplois majoritairement saisonniers orientés vers le tourisme et la forêt
Diminution du nombre de familles à faible revenu entre 1981 et 2001	Faible diversification et dégradation de l'activité économique au cours de la période 1981-2006
Accroissement du revenu moyen des familles comparable à celui de la moyenne québécoise entre 1981 et 2006	Faiblesse du niveau de revenus des familles et des personnes âgées par rapport à la moyenne québécoise
Très fort potentiel récréotouristique	Potentiel biophysique à l'état de sous-exploitation
Redynamisation de l'économie forestière	Présence d'inégalités en ce qui concerne la qualité de l'habitat
Partenariat et mobilisation du capital financier pour assurer la réalisation de divers projets de revitalisation du milieu	Présence de friches agricoles
Présence de nombreuses ressources naturelles (eau, vent, forêt, terres agricoles et, éventuellement, pétrole)	
Aspects liés à la gouvernance locale	
Leadership exceptionnel assumé par les instances municipales	Syndrome du TLM (Toujours Les Mêmes individus qui s'impliquent au sein des différents organismes et associations présents sur le territoire de Ste-Ère entraînant parfois une forme de découragement et de démobilisation des personnes les plus déterminées)
Forte présence d'entreprises d'économie sociale	
Dynamisme de la vie sociocommunautaire	
Capital social et sentiment identitaire très élevés	
Réseautage des entreprises d'économie sociale	
Intensité de la vie relationnelle	
Rôle d'avant-plan exercé par Alliances forestières Nemtayé en termes de développement local et de réseautage	
Belle harmonie entre les néo-ruraux et les résidents de souche	
Niveau de confiance très élevé entre les différents partenaires impliqués dans les divers projets	
Plusieurs actions mises en œuvre dans le but de mieux répartir la richesse collective et de réduire les inégalités	
Forte implication du milieu se matérialisant notamment par le travail bénévole	
Mobilisation et implication des individus aux diverses activités de la municipalité	

Bibliographie

- Beaudry, R. et C. Saucier. 2005. « La richesse sociale: le point de vue d'acteurs de l'économie sociale ». *Économie et solidarités* 36(1) : 27-42.
- Bérubé, M. 2001. « La Matapédia veut plus que des promesses ». *L'Avant-Poste* 62(32, avril) : 18.
- Bérubé, M. 2001. « Le Ralliement Populaire montre les dents ». *L'Avant-Poste* 60(42, juin) : 2.
- Bérubé, M. 2001. « Le Ralliement populaire réclame 1 000 emplois! ». *L'Avant-Poste* 60(30, avril) : 3.
- Bérubé, M. 2001. « Le Ralliement populaire renaît 20 ans plus tard ». *L'Avant-Poste* 60(26, mars) : 3.
- Bérubé, M. 2002. « Québec verse 2 millions \$ à La Matapédia. La Vallée aura son propre plan de diversification industrielle ». *L'Avant-Poste* 61(34, avril) : 3.
- Bloch-Lainé, F. 1994. « Identifier les associations de service social ». *Remca-Revue internationale d'économie sociale* 251 : 61-72.
- Bouchard, M., J. Carrière, S. Guimont-Marceau, J.-L. Klein, V. Michaud et C. Saucier. 2007. « L'économie sociale et le territoire ». *Revue Organisations et territoires* 16(1, hiver) : 5-12.
- Bourque, D., Y. Comeau, L. Favreau et L. Fréchette. 2007. *L'organisation communautaire. Fondements, approches et champs de pratique*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Chantier de l'économie sociale. 2008. *L'économie sociale: un outil de développement des communautés rurales. Guide de bonnes pratiques sur le développement de l'économie sociale en milieu rural*. Montréal : Chantier de l'économie sociale, juin 2008.
- Colletis, G., P. Gianfaldoni et N. Richez-Battesti. 2005. « Économie sociale et solidaire, territoires et proximité ». *Recma-Revue internationale de l'économie sociale* 296 : 8-25.
- D'amours, M. 2007. *L'économie sociale au Québec. Cadre théorique, histoire, réalités et défis*. Québec : Éditions Saint-Martin.
- D'Astous, A. 2003. « Le Natur'Bœuf Bas-Saint-Laurent vendu à Québec ». *Progrès Écho-Dimanche* 98(15, mai) : 11.
- D'Astous, A. 2003. « Le Natur'Bœuf poursuit sa progression ». *L'Avant-Poste* 62(46, août) : 4.
- D'Astous, A. 2001. « Le Ralliement populaire matapédien propose un plan de relance ». *Vision, terre et forêt* 13(10, avril) : 19.
- D'Astous, A. 2006. « Natur'Bœuf au Central Café ». *Le Rimouskois*, 39(48, octobre) : 12.
- D'Astous, A. 2007. « Un appui de taille pour le Centre de découpe de l'UPA à St-Gabriel ». *Vision, terre et forêt* 20(2, août) : 17.
- Demoustier, D. 2004. *Économie sociale et développement local*. Paris : L'Harmattan.
- Enjolras, B. 2005. « Économie sociale et solidaire et régimes de gouvernance ». *Remca-Revue internationale de l'économie sociale* 296 : 54-69.
- Favreau, L. 2005. *Qu'est-ce que l'économie sociale? Synthèse introductive*. Hull: Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités.
- Gauthier, A. 2005. « L'économie sociale du Bas-Saint-Laurent: une force en émergence ». *Économie et solidarités* 36(1) : 154-161.

- Giguère, É. 2002. « Des producteurs bovins lancent Natur’Bœuf Bas-Saint-Laurent ». *Progrès Écho-Dimanche* 97(19, juin) : 6.
- Jeantet, T. 2008. *L’économie sociale: une alternative au capitalisme*. Paris : Économica.
- Lavoie, D. 2006. « Le concept Natur’Bœuf atteint ses objectifs fixés au départ ». *L’Avant-Poste* 64(36, septembre) : 9.
- Ministère des affaires municipales et des régions. 2006. *Politique nationale de la ruralité. Une force pour tout le Québec*. Québec : Ministère des affaires municipales et des régions, décembre 2006.
- Parodi, M. 2005. « Économie sociale et solidaire et développement local ». *Recma-Revue internationale de l’économie sociale* 296 : 26-39.
- Statistique Canada. *Recensements de 1981, de 2001 et de 2006*.